

**Health Professions Appeal
and Review Board**

**Health Services Appeal
and Review Board**

**Ontario Hepatitis C
Assistance Plan Review
Committee**

**Commission d'appel et de révision
des professions de la santé**

**Commission d'appel et de révision
des services de santé**

**Comité de révision pour le
Programme ontarien d'aide aux
victimes
de l'hépatite C**



Plan d'activités 2022-2025

**Health Professions Appeal
and Review Board**

**Health Services Appeal
and Review Board**

**Ontario Hepatitis C Assistance
Plan Review Committee**

151 Bloor Street West, 9th floor
Toronto ON M5S 1S4

Telephone 416-327-8512
Toll free 1-866-282-2179
TTY 416-326-7TTY (889)
TTY Toll free 1-877-301-0TTY (889)
Facsimile 416-327-8524

**Commission d'appel et de révision
des professions de la santé**

**Commission d'appel et de révision
des services de santé**

**Comité de révision pour le Programme ontarien
d'aide aux victimes de l'hépatite C**

151, rue Bloor Ouest, 9^e étage
Toronto (Ontario) M5S 1S4

Téléphone 416 327-8512
Sans frais 1 866 282-2179
ATS 416 326-7889
ATS sans frais 1 877 301-0889
Télécopieur 416 327-8524



L'honorable Christine Elliott
Ministre de la Santé
Bureau de la ministre
College Park, 5^e étage
777, rue Bay
Toronto ON M7A 2J3

31 décembre 2021

Madame la Ministre,

OBJET : Plan d'activités des conseils de santé

Au nom de la Commission d'appel et de révision des professions de la santé, de la Commission d'appel et de révision des services de santé et du Comité de révision pour le Programme ontarien d'aide aux victimes de l'hépatite C (les conseils de santé), j'ai le plaisir de vous présenter le plan d'activités de 2022 à 2025.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma haute considération.

Christine Moss, présidente
Commission d'appel et de révision des professions de la santé
Commission d'appel et de révision des services de santé
Comité de révision pour le Programme ontarien d'aide aux victimes de l'hépatite C

Table des matières

Table des matières	2
Mandat.....	1
Commission d'appel et de révision des professions de la santé.....	1
Commission d'appel et de révision des services de santé.....	2
Comité de révision pour le Programme ontarien d'aide aux victimes de l'hépatite C ..	4
Mission.....	5
Analyse contextuelle : Facteurs externes.....	5
COVID-19	5
Mandat maximum de 10 ans	6
Comptes rendus d'enquête des ordres.....	6
Analyse contextuelle : Facteurs internes.....	6
Audiences, réexamens et révisions pendant la pandémie de COVID-19	6
Nouvelle directive en matière de pratique : Procédures électroniques	7
Membres à temps partiel	7
Parties qui se représentent elles-mêmes.....	7
Lieu des réexamens, des révisions et des audiences.....	7
Orientations stratégiques.....	8
Recrutement de membres	8
Perfectionnement professionnel et formation	8
Mentorat pour les nouveaux membres	9
Déploiement des modèles en langage clair.....	9
Décisions en temps opportun	10
Mobilisation des intervenants	10
Recommandations faites aux ordres	10
Technologie de l'information et plan de prestation électronique des services.....	11
Mise à jour du système de gestion des cas	11
Démarches en matière de dossiers électroniques et de modernisation	11
Sites Web de la CARPS et de la CARSS	12
Mesures du rendement.....	12
Principaux risques et stratégies d'atténuation.....	12

Parties qui se représentent elles-mêmes.....	12
Protection de la vie privée	13
Changements législatifs non prévus	13
Compétence vaste et complexe	14
Départ d'évaluateurs expérimentés	14
Assurer la constitution de la CARSS	14
Évaluations des risques	15
Ressources humaines	15
Membres.....	15
Membres de la CARPS (31 décembre 2021)	16
Membres de la CARSS (31 décembre 2021)	17
Membres du Comité d'examen pour le POAVHC (31 décembre 2021).....	18
Personnel	19
Budget proposé.....	19
Commission d'appel et de révision des professions de la santé.....	20
Commission d'appel et de révision des services de santé.....	20
Comité de révision pour le Programme ontarien d'aide aux victimes de l'hépatite C	21

Mandat

Commission d'appel et de révision des professions de la santé

La Commission d'appel et de révision des professions de la santé (CARPS) est un tribunal décisionnel indépendant, créé en vertu de la *Loi de 1998 sur les commissions d'appel et de révision du ministère de la Santé et des Soins de longue durée*, qui supervise les professions de la santé réglementées en Ontario.

La CARPS joue le rôle de tribunal décisionnel et réglementaire quasi judiciaire; elle se prononce sur les activités réglementaires de vingt-sept ordres professionnels qui régissent les vingt-neuf professions de la santé humaine et animale réglementées en Ontario :

- Audiologie
- Podologie
- Chiropratique
- Hygiène dentaire
- Technologie dentaire
- Dentisterie
- Denturologie
- Diététique
- Homéopathie
- Kinésiologie
- Massothérapie
- Médecine
- Technologie de laboratoire médical
- Technologie de radiation et d'imagerie médicale
- Profession de sage-femme
- Naturopathie
- Soins infirmiers
- Services d'ergothérapie
- Profession d'opticien
- Optométrie
- Pharmacie
- Physiothérapie
- Podiatrie*
- Psychologie
- Psychothérapie
- Inhalothérapie
- Orthophonie
- Médecine traditionnelle chinoise et acupuncture
- Vétérinaire

* Bien que la podiatrie et la podologie soient des professions de la santé différentes, elles font toutes deux partie du même ordre de réglementation.

La CARPS joue également le rôle de tribunal décisionnel et réglementaire quasi judiciaire se prononçant sur les décisions des comités d'agrément des pharmacies et installations vétérinaires, et sur les décisions relatives aux privilèges d'exercice des conseils d'administration des hôpitaux publics de l'Ontario.

Le travail de la CARPS consiste surtout à entendre des appels de décisions des comités des enquêtes, des plaintes et des rapports des ordres des professions de la santé réglementées en Ontario, en vertu de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*, et de décisions rendues par le comité des plaintes de l'Ordre des vétérinaires de l'Ontario relevant de la *Loi sur les vétérinaires* (« réexamens de plaintes »). En vertu de ces lois, la CARPS est habilitée à ce qui suit :

- confirmer ou annuler, en totalité ou en partie, les décisions du comité;

- faire des recommandations au comité;
- demander au comité de prendre d'autres mesures.

Le travail de la CARPS concerne aussi les appels liés aux demandes d'inscription de professionnels qui ont été refusées ou restreintes par les comités d'inscription des ordres, de même que l'agrément des cabinets de vétérinaires et des établissements pharmaceutiques. En vertu de ces lois, la CARPS est habilitée à ce qui suit :

- confirmer les ordonnances ou les décisions proposées par le comité d'inscription;
- demander à l'ordre de délivrer un certificat d'inscription ou un permis d'exercer à l'auteur de la demande, s'il réussit les examens ou suit la formation exigés par le comité d'inscription;
- demander à l'ordre de délivrer un certificat d'inscription ou un permis d'exercer à l'auteur de la demande, assorti des conditions ou des restrictions qu'elle juge appropriées, si celui-ci est admissible à l'inscription et si le comité d'inscription a exercé ses pouvoirs de manière inappropriée;
- renvoyer l'affaire au comité d'inscription, avec les recommandations utiles.

De plus, la CARPS entend les appels des décisions portant sur les privilèges d'exercice des conseils des hôpitaux publics de l'Ontario en vertu de la *Loi sur les hôpitaux publics*. En vertu de cette loi, la CARPS est habilitée à ce qui suit :

- confirmer la décision;
- amener le conseil hospitalier, la personne ou l'organisme à l'origine d'une décision à prendre les mesures qu'elle dicte;
- substituer son opinion à celle du conseil hospitalier, de la personne ou de l'organisme à l'origine de la décision.

La CARPS peut, en outre, mener une enquête ou prendre une décision concernant la validité constitutionnelle d'une disposition d'une loi ou d'un règlement.

En 2020-2021, la CARPS a reçu 720 nouvelles demandes de révision, de réexamen ou d'appel, convoqué 776 conférences de cas, tenu 564 réexamens, révisions et audiences, et rendu 604 décisions.

On trouvera la liste des lois en vertu desquelles la CARPS est habilitée à entendre les appels ou à procéder à des réexamens ou à des révisions sur le site www.hparb.on.ca/scripts/french/. Les règlements en vertu de ces lois qui peuvent avoir une incidence sur les instances de la CARPS sont consultables sur le site www.ontario.ca/fr/lois.

Commission d'appel et de révision des services de santé

La Commission d'appel et de révision des services de santé (CARSS) est un tribunal décisionnel indépendant créé en vertu de la *Loi de 1998 sur les commissions d'appel et de révision du ministère de la Santé et des Soins de longue durée*. Ce tribunal quasi judiciaire sanctionne des décisions relatives à des différends qui découlent des douze lois suivantes en matière de santé et rend des décisions à cet égard :

- *Loi sur les ambulances;*
- *Loi de 2004 sur l'engagement d'assurer l'avenir de l'assurance-santé;*
- *Loi sur la protection contre les rayons X;*
- *Loi sur les arrêtés extraordinaires relatifs aux établissements de santé;*
- *Loi sur l'assurance-santé;*
- *Loi sur la protection et la promotion de la santé;*
- *Loi de 1994 sur les services de soins à domicile et les services communautaires;*
- *Loi sur l'immunisation des élèves;*
- *Loi sur les établissements de santé autonomes;*
- *Loi autorisant des laboratoires médicaux et des centres de prélèvement;*
- *Loi de 2007 sur les foyers de soins de longue durée;*
- *Loi sur les hôpitaux privés.*

Les pouvoirs détenus par la CARSS ne sont pas les mêmes pour les douze lois en vertu desquelles elle remplit un mandat d'appel, de réexamen ou de révision. La majeure partie de son travail relève de la *Loi sur l'assurance-santé* et comporte des appels où :

- une personne a droit à des services assurés en vertu du Régime d'assurance-santé de l'Ontario (Assurance-santé), mais a été informée par le directeur général de l'Assurance-santé que le régime ne couvre pas les services de santé visés dans sa demande de remboursement (appel d'un « assuré »), par exemple dans le cas d'un assuré ayant reçu un traitement à l'extérieur du pays;
- une personne est informée par le directeur général de l'Assurance-santé qu'elle n'a pas droit à des services assurés en vertu du régime (appel de l'« admissibilité »);
- des audiences liées aux révisions des paiements effectués aux médecins par le directeur général de l'Assurance-santé ont lieu.

En vertu de la *Loi sur l'assurance-santé*, la CARSS est autorisée à :

- confirmer ou infirmer la décision;
- amener le directeur général à prendre des mesures qu'elle considère comme essentielles;
- substituer son opinion à celle du directeur général.

Le travail de la CARSS peut également comprendre, par exemple, des appels concernant :

- les décisions d'organismes approuvés en vertu de la *Loi de 1994 sur les services de soins à domicile et les services communautaires* à l'égard de l'admissibilité à des services communautaires et de la quantité de ces services;
- des ordonnances du médecin-hygiéniste ou d'inspecteurs de la santé publique rendues en vertu de la *Loi sur la protection et la promotion de la santé*;
- des ordonnances et décisions du directeur rendues en vertu de la *Loi de 2007 sur les foyers de soins de longue durée*; et

- des décisions du directeur en ce qui a trait à la délivrance de permis aux établissements de santé autonomes en vertu de la *Loi sur les établissements de santé autonomes*.

La CARSS n'est pas habilitée à mener des enquêtes ni à prendre de décisions concernant la validité constitutionnelle d'une disposition d'une loi ou d'un règlement. Cependant, les tribunaux ont précisé que la CARSS doit interpréter les dispositions législatives en tenant compte des « valeurs de la Charte »¹.

En 2020-2021, la CARSS a reçu 230 nouvelles demandes d'appel, convoqué 144 conférences de cas, tenu 38 audiences et rendu 46 décisions.

Les règlements en vertu de ces lois qui peuvent avoir une incidence sur les instances de la CARSS sont consultables sur le site www.ontario.ca/fr/lois.

Comité de révision pour le Programme ontarien d'aide aux victimes de l'hépatite C

Le Conseil de gestion du gouvernement a créé le Comité de révision pour le Programme ontarien d'aide aux victimes de l'hépatite C (POAVHC) le 1^{er} mars 1999. Le Comité de révision est un tribunal administratif autonome qui fonctionne sans lien de dépendance avec le ministère et le bureau du POAVHC. Ce comité, dont les membres sont nommés par le ministre de la Santé, examine les décisions de l'évaluateur dans le cadre du POAVHC concernant l'admissibilité aux indemnités du programme.

Les citoyens peuvent faire appel au POAVHC pour obtenir une aide financière si avant le 1^{er} janvier 1986 ou entre le 2 juillet 1990 et le 28 septembre 1998 :

- ils ont contracté le virus de l'hépatite C (VHC) par l'intermédiaire du système d'approvisionnement sanguin de l'Ontario;
- ils ont contracté une infection au VHC de leur conjoint ou conjointe, de leur partenaire ou de leur mère, qui a contracté le VHC par l'intermédiaire du système d'approvisionnement sanguin de l'Ontario; ou
- ils représentent la succession d'une personne qui avait contracté le VHC par l'intermédiaire du système d'approvisionnement sanguin de l'Ontario, au cours de la période visée par le programme ontarien.

Les personnes qui ont eu recours au programme et qui ne sont pas satisfaites de la décision du bureau du programme peuvent faire appel au Comité de révision pour faire réexaminer cette décision. Le Comité de révision examine la demande initiale et la décision du bureau du programme, puis détermine si l'auteur de la demande a droit à l'indemnité précisée dans le cadre du programme. Le Comité de révision peut confirmer ou infirmer la décision initiale prise par l'évaluateur du POAVHC. Les décisions du Comité de révision sont finales et ne peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un appel supplémentaire. Les délibérations se déroulent à huis clos et les décisions sont confidentielles.

¹ E. H. c. Directeur général du Régime d'assurance-santé de l'Ontario 2012 ONSC (CanLII 5106).

En 2020-2021, le Comité de révision a reçu 1 nouvel appel et a rendu 8 décisions.

Pour obtenir un complément d'information sur le Programme ontarien d'aide aux victimes de l'hépatite C, consultez le site Web du ministère de la Santé et des Soins de longue durée à <https://www.health.gov.on.ca/fr/>.

Mission

Les conseils de santé s'engagent à fournir des services de très grande qualité au public et à être des partenaires importants dans la prestation de soins de santé en Ontario pour tous les intéressés.

Analyse contextuelle : Facteurs externes

COVID-19

Le 16 mars 2020, les conseils de santé ont fermé leurs portes au public en raison de l'apparition de la pandémie de COVID-19. Les conseils ont pris des mesures immédiates et l'ensemble des audiences ainsi que des réexamens et des révisions ont été convertis en téléconférence, en audiences et en réexamens par écrit ou en vidéoconférence au moyen de Microsoft Teams.

Les conseils continuent de surveiller l'évolution de la situation et s'engagent à continuer de remplir leur mandat de traiter les questions de manière efficace et en temps opportun. Des mesures ont été prises pour apporter des changements aux bureaux des conseils de santé afin d'offrir un environnement sécuritaire une fois que nous pourrons ouvrir nos portes au public. À l'heure actuelle, les conseils de santé continueront d'entendre des causes par voie électronique (téléconférence ou vidéoconférence) ou par écrit.

Projet de loi 283, *Loi de 2021 sur l'Office de surveillance des fournisseurs de soins de santé et de soutien*

Le projet de loi 283, *Loi de 2021 visant à faire progresser la surveillance et la planification dans le cadre du système de santé*, a reçu la sanction royale le 3 juin 2021. L'annexe 2 de la *Loi de 2021 sur l'Office de surveillance des fournisseurs de soins de santé et de soutien*, qui n'est pas encore en vigueur, adopte une réglementation professionnelle des préposés aux services de soutien personnel et éventuellement

d'autres « catégories d'inscription ». La Loi joue un rôle pour la CARPS en matière d'inscription, mais elle ne porte pas sur des questions de plainte ou de discipline. Le refus d'inscrire l'auteur d'une demande peut faire l'objet d'un réexamen écrit par la CARPS à la demande de ce premier. Après avoir effectué un réexamen écrit, la Commission peut ordonner au directeur général de faire sa proposition ou peut remplacer sa décision par celle du directeur général. Cette Loi élargit la compétence de la CARPS, qui prévoit une augmentation du nombre d'affaires qu'elle devra examiner dans les années à venir.

Mandat maximum de 10 ans

Au 31 décembre 2021, 31 membres étaient nommés à la CARPS, 31 étaient nommés à la CARSS et 4 étaient nommés au Comité de révision pour le POAVHC. Des membres nommés à la CARPS et à la CARSS, 21 étaient nommés conjointement aux deux commissions alors que 4 étaient nommés à la CARPS, à la CARSS et au Comité de révision pour le POAVHC. La nomination de membres aux conseils de santé est assujettie à la Directive concernant les organismes et les nominations, qui limite à 10 ans la durée des mandats au sein des tribunaux décisionnels. Sur les 21 membres nommés à la fois à la CARPS et à la CARSS, 10 termineront leur mandat maximum de 10 ans d'ici la fin de 2022.

Comptes rendus d'enquête des ordres

Lorsque la CARPS reçoit une demande de réexamen d'une décision d'un comité des enquêtes, des plaintes et des rapports d'un ordre d'une profession de la santé réglementée, cet ordre doit, en vertu de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*, lui remettre dans les 15 jours suivant sa demande un compte rendu de l'enquête. Le fait de ne pas recevoir le compte rendu de l'enquête en temps opportun de la part de l'ordre peut nuire à la capacité de la CARPS de réexaminer l'affaire conformément à ses normes de service.

Analyse contextuelle : Facteurs internes

Audiences, réexamens et révisions pendant la pandémie de COVID-19

À l'heure actuelle, la CARPS et la CARSS tiennent uniquement des audiences, des réexamens et des révisions par écrit, téléconférence et vidéoconférence, compte tenu de la pandémie mondiale. Le conseil de santé continuera à entendre toutes les affaires par voie électronique dans un avenir prévisible. Les conseils continueront de surveiller la situation et d'ajuster leurs processus, au besoin, pour s'assurer que toutes les parties ont un accès équitable et égal à la justice.

Nouvelle directive en matière de pratique : Procédures électroniques

Les conseils de santé ont récemment publié une nouvelle directive en matière de pratique portant sur les procédures électroniques, qui traite de l'approche des conseils en matière de procédures électroniques et écrites pendant la pandémie de COVID-19. La pandémie a modifié les activités des conseils, qui s'assurent que les affaires sont traitées sans compromettre la sécurité publique et personnelle. Cela a entraîné une augmentation des audiences ainsi que des réexamens et révisions par écrit et par voie électronique devant les conseils de santé.

Les conseils continueront d'effectuer un suivi de leurs processus liés aux procédures électroniques durant l'année à venir et apporteront tous les changements découlant de la directive en matière de pratique qu'ils jugent nécessaires afin de promouvoir les principes d'efficacité, de transparence et d'équité.

Membres à temps partiel

Seuls trois membres des conseils de santé sont nommés à temps plein : la présidente et deux vice-présidents qui ont été nommés en 2021 à la CARPS et à la CARSS. Comme les conseils de santé doivent faire appel à des membres à temps partiel, il est parfois difficile de trancher les affaires dans les délais souhaités, surtout lorsque les affaires sont complexes ou nécessitent plusieurs jours.

Parties qui se représentent elles-mêmes

La plupart des auteurs de demande qui comparaissent devant les conseils de santé se représentent eux-mêmes, alors que dans la plupart des cas, la partie intimée est représentée par un avocat. Par exemple, il arrive souvent qu'un plaignant se représentant lui-même demande le réexamen d'une décision d'un comité des enquêtes, des plaintes et des rapports d'un ordre d'une profession de la santé réglementée, et que le fournisseur de soins de santé intimé soit représenté par un avocat. Cette situation peut donner lieu à un déséquilibre et à un risque d'inégalité réelle ou perçue dans l'application des principes de la justice naturelle.

Lieu des réexamens, des révisions et des audiences

Les conseils de santé tiennent des révisions, réexamens et audiences en personne dans toute la province, ainsi que par écrit ou par téléconférence ou vidéoconférence. Ils s'assurent que quiconque veut y participer activement ne sera pas désavantagé par un manque d'accès au transport ou de moyens financiers l'empêchant de se rendre aux bureaux des conseils à Toronto ou ailleurs dans la province. L'emplacement et le type d'audience sont établis en tenant compte des préférences des parties et de la disponibilité des membres et des lieux d'audience.

Compte tenu de la pandémie de COVID-19, l'ensemble des audiences, des réexamens et des révisions qui devaient être tenus en personne ont été tenus par écrit, téléconférence ou vidéoconférence. Les conseils de santé utilisent un outil de vidéoconférence offert par un programme sécurisé, Microsoft Teams, et entendent continuer d'utiliser cet outil dans un avenir prévisible. Ainsi, les conseils peuvent économiser sur les frais de déplacement, d'hébergement et de location de locaux tout en permettant à quiconque de participer à une audience, à un réexamen ou à une révision (p. ex., des témoins) sans devoir se déplacer, ce qui accroît la souplesse et l'efficacité de la mise au rôle.

Une évaluation des risques a été effectuée aux bureaux des conseils de santé afin de déterminer les mesures de sécurité supplémentaires relatives à la COVID-19 pouvant être mises en œuvre. La conversion des audiences ainsi que des réexamens et révisions en plateformes virtuelles, la distanciation physique, les postes de désinfection et les barrières physiques, lorsque possible, se sont avérées des recommandations clés reconnues au cours de l'évaluation. Les conseils de santé ont commencé à mettre en œuvre les recommandations et continueront de réévaluer tout autre protocole pouvant être mis en place pour éviter de compromettre la sécurité publique ou personnelle une fois qu'il sera sécuritaire de reprendre les activités en personne.

Orientations stratégiques

Recrutement de membres

Des 31 membres de la CARPS, 6 sont nommés pour un mandat qui arrive à son terme avant la fin de 2021-2022 et 10 pour un mandat qui arrive à son terme en 2022-2023. Des 31 membres de la CARPS, 5 sont nommés pour un mandat qui arrive à son terme avant la fin de 2021-2022 et 13 pour un mandat qui arrive à son terme en 2022-2023.

Le nombre de membres aux conseils continue de demeurer nettement inférieur par rapport aux années précédentes. En date du 31 décembre 2018, la CARPS comptait 43 membres, comparativement à 31 actuellement, et la CARSS en comptait 44, comparativement à 31 actuellement. Par conséquent, les conseils de santé mettront l'accent sur le recrutement de nouveaux membres et sur le renouvellement du mandat de membres existants admissibles. Grâce au processus de recrutement, les conseils de santé continueront de veiller à ce que leur composition reflète les deux langues officielles de l'Ontario et la diversité culturelle de la population provinciale.

Perfectionnement professionnel et formation

Le perfectionnement professionnel et la formation des membres sont une activité essentielle des conseils de santé. Les membres doivent posséder une compréhension approfondie des principes de justice administrative et des faits nouveaux en matière de droit administratif, et maîtriser les 15 lois en vertu desquelles les conseils de santé

exercent leur mandat, ainsi que d'autres lois, telles que la *Loi sur l'exercice des compétences légales*, qui peuvent avoir une incidence sur les délibérations devant les conseils de santé. Les membres doivent également avoir les compétences requises, par exemple, pour gérer efficacement et équitablement le processus d'audience, de réexamen et révision et rédiger des décisions claires, concises et bien argumentées à l'épreuve d'un examen judiciaire minutieux.

Chaque année, les conseils de santé offrent une activité de formation à l'intention de tous les membres, complétée par diverses activités de formation spéciales, comme des séances de formation à l'intention des nouveaux membres ou des membres qui président, ou encore des activités de formation sur la rédaction de décisions. Ces diverses activités de formation donnent aux membres la possibilité de se renseigner sur des sujets qui touchent aux services offerts par les conseils et de discuter d'initiatives visant à améliorer la prestation des services au public et aux parties qui comparaissent devant les conseils. La présidente profite régulièrement des activités de formation à l'intention de tous les membres et les activités régionales pour rappeler aux membres leurs obligations en vertu de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario*. Toutes les séances de formation de cette année ont eu lieu par vidéoconférence, ce qui a permis d'ajouter des journées de formation grâce à la souplesse accrue. Des séances de formation virtuelle à l'intention des membres des conseils sont prévues dans un avenir prévisible.

Durant ces temps difficiles en constante évolution concernant la COVID-19, il y aura une formation supplémentaire en 2022 sur ces changements, notamment une formation pour assurer des audiences, des réexamens et des révisions par vidéoconférence efficaces et efficientes, des séances de formation à l'intention des nouveaux membres et une formation pour les membres qui président.

De plus, au cours des prochaines années, les conseils offriront des formations en matière de compétence culturelle à tous leurs membres et leur personnel. Ces formations seront axées sur les enjeux de diversité, d'inclusion et de lutte contre le racisme ainsi que sur les enjeux autochtones. L'objectif est de s'assurer que les conseils favorisent un climat dans lequel l'histoire unique de toutes les cultures est reconnue et respectée, afin de fournir des services appropriés de façon équitable.

Mentorat pour les nouveaux membres

Aux fins de planification de la relève, chaque nouveau membre des conseils de santé est jumelé à un mentor qui le familiarise avec les processus et l'administration des conseils de santé. Les conseils poursuivront ce processus au cours des prochaines années.

Déploiement des modèles en langage clair

En 2020, les conseils de santé ont lancé avec succès de nouveaux modèles pour la trousse de reconnaissance de la CARPS. En 2021, les conseils de santé ont finalisé et déployé de nouveaux modèles et trousse de reconnaissance pour les appels relatifs à la facturation des médecins sous le régime de la *Loi sur l'assurance-santé*. Ils s'assureront ainsi que leurs communications aux parties, lesquelles assument souvent leur propre représentation, sont rédigées en langage clair et concis. Les conseils de santé ont commencé les travaux et espèrent qu'en 2022-2023, les divers modèles utilisés au sein des conseils de santé seront mis à jour et déployés.

Décisions en temps opportun

Les conseils de santé s'efforcent de régler les affaires en temps opportun, conformément à leurs normes de service et aux délais prescrits par la loi. Divers facteurs peuvent avoir une incidence sur la capacité des conseils à y parvenir, notamment les demandes d'ajournement et les observations après réexamen présentées par les parties à la suite d'une audience, d'un réexamen ou d'une révision. Dans le cas de la Commission d'appel et de révision des professions de la santé (CARPS), la réception du compte rendu de l'enquête menée par l'ordre d'une profession de la santé réglementée constitue un facteur important. À compter de 2022-2023, la CARPS continuera de travailler en collaboration avec les ordres des professions afin de s'assurer de recevoir les comptes rendus des enquêtes dans le délai de 15 jours prescrit à l'article 32 du *Code des professions de la santé*, constituant l'annexe 2 de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*.

Mobilisation des intervenants

Les conseils de santé discutent avec les intervenants de questions d'intérêt commun, notamment des améliorations possibles aux processus des conseils. Les principaux intervenants sont les registrateurs des ordres des professions de la santé réglementées de l'Ontario, les organismes de réglementation des professions de la santé de l'Ontario et les représentants du Régime d'assurance-santé de l'Ontario. Les efforts de mobilisation des intervenants ont été ralentis en raison de la pandémie actuelle. Les conseils de santé s'attendent à reprendre cet engagement à distance en 2022, et davantage d'intervenants seront mobilisés, en particulier si les conseils de santé modifient en profondeur leurs processus, s'ils réexaminent notamment leurs règles de pratique et de procédures, ou s'ils révisent en détail les sites Web.

Recommandations faites aux ordres

Dans l'exécution de son mandat d'intérêt public, la CARPS est habilitée à faire des recommandations relatives aux décisions concernant les plaintes et les inscriptions aux comités des enquêtes, des plaintes et des rapports, aux comités d'inscription des

ordres des professions de la santé réglementées² et au comité des plaintes de l'Ordre des vétérinaires de l'Ontario³. Les recommandations soulèvent des réserves concernant les processus et (ou) les politiques des ordres, et en règle générale la CARPS juge que les ordres sont soucieux d'apporter les modifications recommandées. La CARPS continuera d'exercer ses pouvoirs et de formuler des recommandations lorsqu'elle l'estime nécessaire.

Technologie de l'information et plan de prestation électronique des services

Mise à jour du système de gestion des cas

Le système de gestion des cas utilisé actuellement pour consigner et suivre l'avancement des appels devant les conseils de santé nécessite une mise à jour visant une gestion des cas améliorée, y compris des processus électroniques et des rapports améliorés. Le Secrétariat des conseils de santé, qui fournit un soutien administratif à la CARPS, à la CARSS et au Comité de révision pour le POAVHC, examine actuellement les exigences opérationnelles d'un système de gestion des cas actualisé. Nous espérons qu'un nouveau système de gestion des cas sera disponible et utilisé au cours de l'année à venir.

Démarches en matière de dossiers électroniques et de modernisation

Les conseils de santé continuent de mettre au point et de mettre en œuvre des initiatives visant à moderniser leurs activités. En 2020-2021, les conseils de santé ont numérisé tous les fichiers des deux commissions. Ce changement, une initiative « verte » des conseils de santé, a permis une augmentation de l'efficacité. Bien que tous les dossiers que les conseils de santé ont en leur possession soient maintenant électroniques, les conseils de santé envoient toujours des copies papier aux parties sur demande et s'efforceront au cours de l'année à venir de trouver des solutions de rechange permettant de limiter les copies papier. Cette initiative a aussi des incidences financières positives, car les conseils ont déjà réalisé des économies sur les services de messagerie et d'impression, le papier et diverses fournitures.

Les conseils de santé ont mis en œuvre un nouveau service de transfert électronique assurant une transmission sécurisée des documents électroniques. Les conseils de santé ont commencé à travailler avec les ordres des professions de la santé réglementées et les parties devant les conseils pour accroître le recours à la transmission électronique de documents, en remplacement de la transmission par télécopieur, courrier ou messagerie de documents en format papier. L'objectif des conseils de santé durant l'année à venir sera de se concentrer sur l'utilisation du

² Paragraphe 35 (1) du Code des professions de la santé, annexe 2 de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*, Lois de l'Ontario, 1991, chap. 18.

³ Paragraphe 27 (1) de la *Loi sur les vétérinaires*, Lois refondues de l'Ontario, 1990, chap. V.3.

nouveau service de transfert électronique par tous les ordres des professions de la santé réglementées.

Sites Web de la CARPS et de la CARSS

Les conseils de santé ont lancé des sites Web actualisés en 2020-2021 et continuent de mettre à jour et d'améliorer les sites Web en s'appuyant sur diverses recommandations et discussions avec des intervenants. La mise en œuvre de nouveaux sites Web vise à s'assurer que la navigation et le contenu sont clairs et accessibles. Les sites Web peuvent être consultés en français et en anglais et sont maintenant entièrement conformes comme requis par la *Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario*.

Mesures du rendement

Les conseils de santé s'engagent à fournir des services de grande qualité à la population et aux parties qui comparaissent devant les conseils.

Ils visent à respecter les normes de service suivantes :

- régler 80 % des plaintes à réexaminer dans les 12 mois de la réception par le conseil de la demande de réexamen ou de révision;
- statuer sur 80 % des affaires concernant des demandes d'inscription en moins de 12 mois à compter de la date du dépôt de la demande de réexamen, de révision ou d'audience;
- statuer sur 85 % des affaires concernant l'admissibilité à la couverture du Régime d'assurance-santé de l'Ontario dans un délai de neuf mois.

Principaux risques et stratégies d'atténuation

Parties qui se représentent elles-mêmes

Comme il a été indiqué précédemment, la plupart des auteurs de demande qui comparaissent devant les conseils de santé se représentent eux-mêmes, alors que dans la plupart des cas, l'intimé est représenté par un avocat. Cette situation peut donner lieu à un déséquilibre et à un risque d'inégalité réelle ou perçue dans l'application des principes de la justice naturelle et de l'accès.

Préalablement à un réexamen, à une révision ou à une audience, une conférence de cas est tenue pour les affaires portées devant les conseils de santé. La conférence de cas est habituellement présidée, sous le sceau de la confidentialité, par un membre du conseil qui communique des renseignements aux parties concernant notamment les

processus et les politiques, afin de les aider à comprendre comment elles doivent se préparer en vue du réexamen, de la révision ou de l'audience.

Plusieurs des orientations stratégiques abordées ci-dessus, comme le projet portant sur les modèles, visent à s'assurer que les communications adressées par les conseils de santé aux parties qui se représentent elles-mêmes sont claires et faciles à comprendre.

Protection de la vie privée

Les conseils de santé comptent de plus en plus sur la communication et l'échange de documents par voie électronique, surtout que tous les dossiers soumis aux conseils de santé sont maintenant électroniques. L'échange électronique de documents est utilisé à l'interne, entre le personnel et les membres, ou les parties. Les documents échangés par voie électronique contiennent souvent des renseignements personnels confidentiels et très délicats sur la santé, et il existe un risque que le destinataire prévu ne reçoive pas les documents lorsqu'ils sont livrés, tout comme c'est le cas pour d'autres modes de transmission de documents, comme la poste.

Les conseils de santé veillent à la protection de la vie privée par diverses mesures, comme l'envoi électronique de documents au moyen d'un service de transfert électronique sécurisé, l'utilisation de mots de passe protégeant tous les documents contenant des renseignements personnels sur la santé, et l'assurance que les membres téléchargent les documents sur une affaire, protégés par un mot de passe, sur leur lecteur USB crypté assigné.

Les conseils de santé cherchent à se procurer des ordinateurs portables pour ses membres nommés afin de protéger davantage les renseignements personnels sur la santé des parties. Fournir des ordinateurs portables à tous les évaluateurs des conseils permettra de mieux protéger et conserver les renseignements personnels sur la santé confidentiels et sensibles concernant les dossiers des conseils sur les ordinateurs portables fournis par le gouvernement, ce qui augmentera l'efficacité des membres lors de réexamens, de révisions et de travaux avec des renseignements de dossiers de nature délicate.

Changements législatifs non prévus

Des changements législatifs non prévus ayant une incidence sur les mandats de la CARPS et de la CARSS peuvent empêcher les conseils de santé de bien planifier le nombre de cas à venir, le recrutement des membres ou d'autres changements nécessaires.

Les conseils de santé veillent à rester en communication avec le ministère de la Santé et des Soins de longue durée pour se tenir au courant des changements législatifs possibles ayant des répercussions sur leurs mandats. Les conseils de santé communiquent également avec des conseillers juridiques afin de mieux comprendre les répercussions que des changements législatifs pourraient avoir sur eux. En outre, ils

revoient régulièrement leurs processus et leurs plans, entre autres, afin de conserver la souplesse suffisante aux changements législatifs potentiels.

Compétence vaste et complexe

La compétence combinée des conseils de santé est vaste et complexe, en plus d'être assortie d'un champ de compétence élargi permettant d'interpréter les questions liées aux droits de la personne et à la Charte⁴. Chaque cas est arbitré par un comité siégeant à titre indépendant et ayant pour mandat d'interpréter et d'appliquer la loi. Une incapacité à faire preuve de cohérence et de justesse dans l'interprétation et l'application de la loi peut ébranler la confiance de la population ontarienne.

On emploie un certain nombre de pratiques d'atténuation servant à réduire le risque stratégique. Une équipe de direction solide composée de la présidente et de vice-présidents à temps plein et de membres expérimentés du conseil s'emploie à établir un mécanisme de soutien à la fois proactif et réactif destiné à l'ensemble des membres. Comme il est indiqué ci-dessus, un programme de formation complet est offert : il s'étend de la formation des nouveaux membres au mentorat et à la formation continue des membres. L'accès des conseils de santé à des conseillers juridiques indépendants leur permet d'être conseillés en permanence et d'obtenir une interprétation de leur champ de compétence et des concepts juridiques, qui peuvent constituer une source de complexité pour eux.

Départ d'évaluateurs expérimentés

D'ici mars 2023, les mandats de cinq membres chevronnés prendront fin. Au fil de nombreuses années, ces membres ont acquis les compétences et l'expérience requises pour se prononcer sur-le-champ de compétence vaste et complexe des conseils de santé. Comme les conseils de santé comptent sur des membres à temps partiel, et que leur champ de compétence est vaste et complexe, acquérir ces compétences et cette expérience peut être un processus long et difficile pour les nouveaux membres. La formation et le mentorat porteront sur l'acquisition de ces compétences et de cette expérience.

Assurer la constitution de la CARSS

Avec le projet de loi 138, *Loi de 2019 sur le plan pour bâtir l'Ontario ensemble* qui a reçu la sanction royale, la loi a été modifiée et prévoit maintenant que la CARSS doit compter parmi ses membres au moins trois médecins pour être constituée. Parmi les modifications supplémentaires découlant de l'adoption de la *Loi de 1998 sur les*

⁴ La loi interdit à la CARSS d'entendre des observations relatives à la Charte, bien qu'elle doive appliquer les principes énoncés dans la Charte pour rendre ses décisions.

commissions d'appel et de révision du ministère de la Santé et des Soins de longue durée, il y avait celle voulant qu'au moins trois membres de la Commission doivent être membres du Barreau de l'Ontario et pourvus d'un permis les autorisant à pratiquer le droit en Ontario en qualité d'avocats. Si la CARSS n'a pas le nombre de membres médecins et avocats professionnels requis, elle ne serait pas constituée, et toutes les affaires devant la CARSS devraient être mises en suspens.

Actuellement, la CARSS est constituée et la présidente assure une communication continue avec l'Unité des nominations, de la coordination relative aux organismes et des initiatives ministérielles pour ce qui est de la nomination des membres et du renouvellement de leurs mandats, conformément aux exigences de constitution de la CARSS. La CARSS mettra l'accent sur le recrutement d'autres membres médecins au cours de l'année à venir.

Évaluations des risques

Chaque trimestre, les conseils de santé signalent au ministère divers domaines de risque pouvant avoir une incidence sur eux. Cet exercice permet aux conseils d'établir les facteurs de risque potentiels, dont certains ont été mentionnés, et de mettre l'accent sur l'élaboration de mesures d'atténuation pour contourner les risques dans la mesure du possible.

Ressources humaines

Membres

La CARPS est composée de représentants du public nommés par le gouvernement de l'Ontario, et aucun d'entre eux ne peut être ou avoir été membre de l'un ou de l'autre des ordres des professions de la santé réglementées.

La CARSS est composée de membres du public, nommés par le gouvernement de l'Ontario, dont trois doivent être membres de l'Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario et trois doivent être membres du Barreau de l'Ontario détenant un permis qui autorise la pratique du droit.

Au 31 décembre 2021, 31 membres étaient nommés à la CARPS, 31 étaient nommés à la CARSS et 4 étaient nommés au Comité de révision pour le POAVHC. Des membres nommés à la CARPS et à la CARSS, 22 étaient nommés conjointement aux deux commissions (CARPS et CARSS). Ces membres nommés aux deux commissions sont désignés par un astérisque (*) dans les tableaux ci-dessous. Les quatre membres nommés au Comité de révision pour le POAVHC sont également nommés à la CARPS et à la CARSS.

Membres de la CARPS (31 décembre 2021)

Nom	Début du mandat	Fin du mandat
Christine Moss (présidente)*	Décembre 2020	Décembre 2023
Trina Morissette (vice-présidente à temps plein)*	Janvier 2021	Janvier 2023
Timothy Bates*	Juillet 2020	Juillet 2023
Jean Bédard (membre avocat)*	Novembre 2021	Mai 2023
Maria Capulong*	Septembre 2019	Septembre 2022
Anna-Marie Castrodale*	Novembre 2021	Novembre 2024
Harold Domingo	Mars 2020	Mars 2022
Beth Downing*	Décembre 2019	Décembre 2022
Kathleen Elliott*	Mars 2021	Mars 2024
Sonia Gaal*	Octobre 2021	Octobre 2024
François Giroux	Novembre 2017	Novembre 2022
Bonnie Goldberg*	Février 2021	Mars 2024
Mark Gordon	Octobre 2021	Octobre 2023
Mason Greenaway*	Novembre 2019	Novembre 2022
Douglas Kearns*	Janvier 2018	Janvier 2022
Thomas Kelly*	Décembre 2021	Décembre 2024
Catherine Loik	Mars 2020	Mars 2022
Barbara Mellman*	Novembre 2019	Novembre 2022
Valerie Samson	Janvier 2020	Janvier 2022
Deven Sandhu*	Mars 2020	Mars 2022
David Scrimshaw*	Juin 2017	Juin 2022
Yasmeen Siddiqui*	Mai 2020	Mai 2023
Diana Smith	Octobre 2021	Octobre 2023
Robert Steele	Mars 2020	Mars 2023

Nom	Début du mandat	Fin du mandat
Kayla Stephenson	Novembre 2021	Novembre 2023
Stéphane Thiffeault*	Octobre 2021	Octobre 2024
Bonita Thornton*	Octobre 2021	Octobre 2024
Mitchell Toker (membre avocat)*	Février 2021	Février 2024
Karina Vilner	Janvier 2020	Janvier 2022
Carla Whillier*	Mars 2020	Mars 2023
Dale Wright*	Novembre 2019	Novembre 2022

Membres de la CARSS (31 décembre 2021)

Nom	Début du mandat	Fin du mandat
Christine Moss (présidente)*	Décembre 2020	Décembre 2023
Mitchell Toker (vice-président à temps plein)* (membre avocat)	Janvier 2021	Janvier 2024
Thomas Kelly (vice-président à temps partiel)* (membre avocat)	Juillet 2017	Juillet 2022
Carmen Abel	Mars 2020	Mars 2022
Timothy Bates (membre avocat)*	Juillet 2020	Juillet 2023
Jean Bédard (membre avocat)*	Mai 2021	Mai 2023
David Borenstein (membre médecin)	Janvier 2021	Janvier 2024
Maria Capulong* (membre avocate)	Septembre 2019	Septembre 2022
Anna-Marie Castrodale* (membre avocate)	Novembre 2021	Novembre 2024
Beth Downing* (membre avocate)	Décembre 2019	Décembre 2022
Tina Elahipanah	Avril 2020	Avril 2022

Nom	Début du mandat	Fin du mandat
Kathleen Elliott*	Mars 2021	Mars 2024
Sonia Gaal*	Octobre 2021	Octobre 2024
Bonnie Goldberg* (membre avocate)	Mars 2021	Mars 2024
Mason Greenaway* (membre avocat)	Novembre 2019	Novembre 2022
Douglas Kearns* (membre avocat)	Janvier 2018	Janvier 2022
Michelle Mann-Rempel (membre avocate)	Mai 2021	Mai 2023
Barbara Mellman* (membre avocate)	Novembre 2019	Novembre 2022
Trina Morissette*	Février 2021	Février 2023
Charles Peniston (membre médecin)	Juin 2021	Juin 2023
Deven Sandhu*	Mars 2020	Mars 2022
Jennifer Sarjeant (membre médecin)	Avril 2021	Avril 2022
Yasmeen Siddiqui*	Mai 2020	Mai 2023
David Scrimshaw* (membre avocat)	Juin 2017	Juin 2022
Debbie Snow (membre médecin)	Octobre 2020	Octobre 2025
Stéphane Thiffeault* (membre avocat)	Mai 2020	Mai 2022
Keith Thompson	Janvier 2020	Janvier 2022
Bonita Thornton (membre avocate)*	Mai 2020	Mai 2022
Carla Whillier (membre avocate)*	Mars 2020	Mars 2023
Heather Willis	Mars 2020	Mars 2022
Dale Wright*	Novembre 2019	Novembre 2022

Membres du Comité d'examen pour le POAVHC (31 décembre 2021)

Nom	Début du mandat	Fin du mandat
Christine Moss (présidente)*	Décembre 2020	Décembre 2023
Anna-Marie Castrodale*	Novembre 2021	Novembre 2024

Beth Downing*	Décembre 2021	Décembre 2024
Bonita Thornton*	Mars 2021	Mai 2022

Personnel

Les conseils de santé sont secondés par 19 employés du Secrétariat des conseils de santé du ministère de la Santé et des Soins de longue durée. Le Secrétariat des conseils de santé est dirigé par un registraire et comprend une équipe de soutien à la direction, une équipe de gestion des dossiers, une équipe de soutien administratif et une équipe des technologies de l'information.

Les bureaux des conseils de santé et les salles d'audience de Toronto sont partagés avec d'autres organismes décisionnels. Le Secrétariat des conseils de santé traite également les demandes de remboursement des indemnités quotidiennes et des dépenses présentées par les représentants du public qui siègent aux ordres des professions de la santé réglementées, ainsi que les demandes soumises par les professionnels de la santé qui comparaissent devant la Commission du consentement et de la capacité et la Commission ontarienne d'examen.

La structure de ressources partagées permet de réaliser des gains d'efficacité sur le plan des finances et des activités, y compris de déplacer les ressources en fonction de la variabilité du nombre d'appels dont sont saisis les organismes décisionnels. Ce modèle de partage est conforme aux récentes tendances en matière de regroupement des organismes qu'on observe dans le secteur de la justice administrative de l'Ontario.

Budget proposé

Les renseignements financiers présentés ci-après ne comprennent pas la rémunération du personnel du Secrétariat des conseils de santé ni les coûts liés à ses installations, car ces dépenses sont partagées entre la CARPS, la CARSS, le Comité de révision pour le POAVHC, qui appuient également la fonction du Secrétariat des conseils de santé qui consiste à traiter les demandes de remboursement des indemnités quotidiennes et des dépenses présentées par les représentants du public qui siègent aux ordres des professions de la santé réglementées, de même que les demandes soumises par les professionnels de la santé qui comparaissent devant la Commission du consentement et de la capacité et la Commission ontarienne d'examen. Les renseignements financiers présentés ci-après ne comprennent pas la rémunération de la présidente à temps plein et des deux vice-présidents à temps plein des conseils de santé.

Commission d'appel et de révision des professions de la santé

Catégorie de dépenses	2020-2021⁵	2021-22	2022-23	2023-24	2024-25
Paielements d'indemnité quotidienne – temps partiel	2 355 256	2 100 000	2 270 000	2 270 000	2 270 000
Déplacements ⁶	3 405	1 000	10 000	50 000	50 000
Services juridiques ⁷	157 167	280 000	280 000	280 000	280 000
Autres services, fournitures, etc. ⁸	53 444	100 000	100 000	100 000	100 000
Total	2 569 272	2 670 000	2 700 000	2 700 000	2 700 000

Commission d'appel et de révision des services de santé

Catégorie de dépenses	2020-2021⁹	2021-2022¹⁰	2022-23	2023-24	2024-25
Paielements d'indemnité quotidienne – temps partiel	237 198	420 000	420 000	420 000	420 000
Déplacements ¹¹	75	5 000	10 000	10 000	10 000

⁵ Montants réels

⁶ Comprend les déplacements des membres à temps plein et à temps partiel (p. ex., l'avion, le train, le taxi et le stationnement).

⁷ Comprend les frais juridiques et honoraires, comme les droits de dépôt judiciaire, les honoraires d'huissier et les frais de photocopie des mémoires.

⁸ Comprend les frais liés aux services d'audioconférence et de traduction, les honoraires des sténographes judiciaires, etc.

⁹ Montants réels

¹⁰ Montants prévus

¹¹ Comprend les déplacements des membres à temps plein et à temps partiel (p. ex., l'avion, le train, le taxi et le stationnement).

Services juridiques ¹²	33 972	120 000	120 000	120 000	120 000
Autres services, fournitures, etc. ¹³	30 775	25 000	25 000	25 000	25 000
Total	302 020	570 000	575 000	575 000	575 000

Comité de révision pour le Programme ontarien d'aide aux victimes de l'hépatite C

Catégorie de dépenses	2020-2021 ¹⁴	2021-2022 ¹⁵	2022-23	2023-24	2024-25
Paielements d'indemnité quotidienne – temps partiel	0	3 900	3 900	3 900	3 900
Déplacements ¹⁶	0	0	0	0	0
Autres services, fournitures, etc. ¹⁷	80	100	100	100	100
Total	80	6 000	6 000	6 000	6 000

Les dépenses des conseils de santé devraient être similaires en 2021-2022 par rapport aux années précédentes, en raison des facteurs suivants :

- bien que la CARPS ait connu une diminution du nombre de cas, en raison de nouveaux projets de loi relatifs aux nouvelles catégories de titulaires d'une inscription qui pourraient demander un réexamen ou une révision, elle en prévoit l'augmentation au cours des années à venir;
- une modification de la loi en vue d'exiger que la CARSS compte dans ses rangs des membres professionnels. Les membres professionnels de la CARSS auraient droit à l'indemnité journalière prévue pour eux, qui est plus élevée que l'indemnité journalière précédente à laquelle avaient droit les membres du public;

¹² Comprend les frais juridiques et honoraires, comme les droits de dépôt judiciaire, les honoraires d'huissier et les frais de photocopie des mémoires.

¹³ Comprend les frais liés aux services d'audioconférence et de traduction, etc.

¹⁴ Montants réels

¹⁵ Montants prévus

¹⁶ Comprend les déplacements des membres à temps plein et à temps partiel (p. ex., l'avion, le train, le taxi et le stationnement).

¹⁷ Comprend les frais liés aux services d'audioconférence et de traduction, etc.

- la nécessité d'avoir une formation sur les nouvelles modifications législatives associées au projet de loi 283 et la formation à l'intention des nouveaux membres nommés à la CARPS et à la CARSS;
- les frais de déplacement pour l'année à venir devraient être faibles, car les déplacements ont été très limités en raison de la pandémie. Toutefois, les conseils prévoient qu'à mesure que les audiences, les réexamens et les révisions en personne reprendront dans les années à venir, les parties seront plus enclines à choisir cette option, ce qui explique l'augmentation prévue du budget de déplacement proposé.

Le budget proposé pour 2021-2022 et les années suivantes a été maintenu au niveau prévu, mais pourrait diminuer ou augmenter en fonction de la charge de travail, des modifications législatives ou de toute autre circonstance imprévisible.